

6

Population et devenir des agricultures africaines*

André QUESNEL

L'attention portée à la croissance de la population globale et surtout à la croissance de la population urbaine des pays de l'Afrique subsaharienne, dépassant respectivement 3 et 5 % l'an durant les deux dernières décennies, a conduit à occulter jusqu'à une date récente la croissance de la population rurale d'un grand nombre de ces pays, et en particulier ceux de l'Afrique de l'Ouest durant la même période.

Il est vrai que la densité de population de ces derniers est souvent faible, et que la croissance urbaine s'est trouvée alimentée à plus de 60 % par un fort mouvement d'exode rural ; pourtant les sociétés rurales ont connu un croît démographique dépassant 2,5 % en moyenne, jamais rencontré dans leur histoire.

Ce n'est qu'à partir du moment où l'on s'est intéressé à l'environnement à l'échelle planétaire que l'on a pris conscience de cette croissance rapide de la population. Or, on a opéré rapidement une simplification en attribuant directement la détérioration de l'environnement à la pression démographique. On retrouve la simplification réalisée lors du débat population-développement et plus particulièrement du débat population-ressources alimentaires, où à la vulgate malthusienne on a opposé la vulgate boserupienne.

* Ce thème a été développé dans « Transitions démographiques, transformations des systèmes d'exploitation agricole et environnement », *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, vol. 80, n° 8, 1994, p. 123-132.

Pourtant nombre d'auteurs (voir par exemple les articles édités par Fauve-Chamoux (1987) et Gendreau *et al.* (1991)) ont bien montré la complexité des relations qui lient démographie et production vivrière, dès lors que ces relations sont considérées selon les échelles et dans les champs où elles trouvent leur logique propre ; ces logiques multiples, qu'elles soient produites de l'intérieur ou de l'extérieur de la société rurale considérée, qu'elles se renforcent l'une l'autre ou qu'elles soient antagonistes, induisent une dynamique agraire et une dynamique démographique spécifiques.

Il semble qu'il faille adopter la même position analytique vis-à-vis de la question de l'environnement, à savoir essayer de restituer à différentes échelles temporelles et spatiales de l'organisation de la production agricole, les relations qui lient démographie et environnement.

Aussi nous voudrions aborder ici – en schématisant la situation des sociétés de l'Afrique de l'Ouest – l'articulation synchronique et diachronique de la dynamique démographique et de la dynamique agraire, en essayant d'en dégager les effets sur l'environnement. Ces derniers ne seront considérés qu'incidemment, parce qu'il nous semble que la question du devenir des agricultures africaines constitue un préalable à la question de la préservation de l'environnement ; autrement dit que la problématique d'une agriculture viable et durable s'inscrit d'abord dans le cadre des rapports que les communautés rurales entretiennent avec le marché, le salariat, le monde urbain, et dans le cadre de la division du travail et de la production dans l'ensemble régional auquel elles appartiennent.

En cela les sociétés rurales des régions côtières et sahéliennes de l'Afrique de l'Ouest sont exemplaires. Leur dynamique démo-agraire est liée à leur ouverture au marché avec le développement des cultures de rente pour les premières, et la ponction de la force de travail familiale pour les secondes¹.

Toutefois si le devenir de ces sociétés se joue à un niveau local, régional et international, c'est au niveau du système d'exploitation² que doit être menée l'analyse de cette dynamique démo-agraire dans la mesure où elle s'articule paradoxalement sur une problématique commune posée aux unités d'exploitation : celle de la mobilisation de la force de travail et de la transformation de la structure par sexe et par âge de la main-d'œuvre rurale, et plus particulièrement de la main-d'œuvre familiale.

1. Nous nous appuyons sur deux études auxquelles nous avons participé, l'une au Burkina Faso (cf. Boutillier *et al.*, 1977), l'autre au Togo (cf. Quesnel, Vimard, 1988).

2. Celui-ci étant entendu au sens de Badouin (1985) qui distingue système de cultures, système de production et système d'exploitation.

Aussi nous voudrions montrer en considérant deux périodes de la transition démographique³ que cette transformation de la population active agricole, beaucoup plus que la croissance de la population rurale, participe de la transformation du système d'exploitation ; transformation qui se traduit par un changement du système de cultures et du système d'utilisation des ressources naturelles.

Auparavant, examinons rapidement dans le cas de quelques pays africains la croissance de la population rurale et l'évolution de la structure de la population active engagée dans l'agriculture.

Population rurale et population active agricole

En Afrique le taux de croissance de la population a été de 3,0 % pour la période 1980-85. Dans le même temps, celui de la population rurale s'est établi au niveau le plus élevé de son histoire (2,2 %). Il y a des écarts par grande région, et par pays à l'intérieur de ces régions.

Le tableau donne une image synthétique de l'évolution de la population dans l'agriculture, mais on retiendra comme grandes tendances pour l'Afrique de l'Ouest : un fort croît de la population rurale, en dépit de l'exode rural surtout à partir de 1970 ; un croît moindre de la population active dans l'agriculture, signe d'un désengagement d'une partie de la population rurale de l'agriculture, à partir de la même période ; dans certains pays, une croissance plus forte des actifs féminins dans l'agriculture comparée à celle des actifs masculins durant les deux premières périodes considérées et, au contraire, une croissance moindre des actifs féminins dans la dernière période.

Mais c'est au niveau de la structure de la population active dans l'agriculture que les changements sont les plus marqués : élargissement de la pyramide qui indique le recours à la main-d'œuvre infantile et juvénile ; vieillissement de la population active masculine adulte, signe d'une plus forte migration des hommes jeunes.

Malgré toutes leurs imperfections, ces données indiquent une transformation du système d'exploitation. Il importe alors d'identifier les processus qui y ont conduit.

3. On a découpé le temps de la transition démographique selon deux périodes de référence pour l'analyse des liaisons entre croissance économique et croissance démographique selon le modèle malthusien (Blanchet, 1989).

**Taux de croissance annuel des populations totale, rurale et active
dans l'agriculture (homme et femme) en Afrique
(1960-65, 1970-75 et 1980-85)**

Région	1960 - 1965					1970 - 1975					1980 - 1985				
	Pop totale	Pop rurale	Pop active	Act. hom.	Act. fem.	Pop totale	Pop rurale	Pop active	Act. hom.	Act. fem.	Pop totale	Pop rurale	Pop active	Act. hom.	Act. fem.
Est	2,8	2,5	2,1	2,1	2,1	2,9	2,4	2,0	1,9	2,1	3,1	2,4	1,8	2,1	1,6
Centre	1,8	1,3	0,6	0,8	0,4	2,6	1,7	0,7	1,0	0,5	2,8	1,5	1,0	1,0	1,2
Ouest	2,6	2,2	1,7	1,7	1,7	3,0	2,5	1,9	2,0	1,9	3,2	2,5	1,8	2,0	1,5

Source : ONU, 1988.

Transformations agraires et transitions démographiques

La transition démographique que connaissent les pays en développement diffère de la transition des pays industrialisés : elle est assignée au temps court, elle se réalise (ou se réalisera) en un peu plus de 70 ans, contre plus de deux siècles ; elle présente un multiplicateur transitionnel très élevé ; elle se réalise enfin en économie ouverte, d'où l'importance et la diversité des mouvements migratoires.

En Afrique de l'Ouest elle est en effet concomitante de la participation des sociétés domestiques au marché, soit directement par la production de cultures de rente, soit indirectement par la fourniture de force de travail.

Dans le passé en effet les économies domestiques de cette région, du fait d'une forte mortalité, ont connu une faible croissance démographique. Dans ces conditions il s'établit un régime démographique qui est celui de toutes les instances sociales : il rythme les alliances, la transmission des biens, l'accès aux différents statuts, etc., mais il rythme aussi le cycle de la production et de sa redistribution avec le maintien d'une structure de population stable ou quasi stable (au sens des démographes).

Que survienne une perturbation dans le mode de production qui remet en cause ce synchronisme, et la société est conduite à des ajustements aussi bien d'ordre agraire que démographique ou institutionnel (en ce qui concerne la gestion des alliances matrimoniales, du foncier, etc.). Or, si les sociétés pouvaient réguler les aléas de la mortalité par la fécondité, la croissance de la population par l'extension des surfaces cultivées, etc., elles vont difficilement faire face aux perturbations majeures que sont l'imposition et le développement des cultures de rente pour certaines, la ponction de leur force de travail masculine pour d'autres, et enfin la baisse continue de la mortalité pour toutes. Cette dernière se réalise avec une intensité et un calendrier différentiels selon l'ouverture des sociétés au marché des denrées et leur accès aux infrastructures sanitaires qui sont mises en place. Aussi la croissance démographique qui en résulte accompagne dans une première période la transformation des systèmes agraires suivant l'une ou l'autre de ces modalités d'insertion dans le marché, alors que dans une deuxième période elle accentue la détérioration des conditions matérielles et organisationnelles de la production vivrière.

Transitions démographiques et systèmes d'exploitation

Première période

L'imposition et la valorisation des cultures de rente au détriment des cultures vivrières introduisent les transformations suivantes :

– Dans les régions productrices de cultures de rente

* Une nouvelle division générationnelle et sexuelle du travail

Une unité économique restreinte bien souvent à la famille nucléaire, s'interpose dans l'organisation communautaire ou élargie de la production, remettant en cause la division du travail entre les classes sociales et entre les hommes et les femmes.

Le travail s'organisant préférentiellement autour de cette unité, de nouveaux rapports sociaux de production s'établissent entre l'homme, responsable de cette unité, et sa femme d'une part, et entre les parents et les enfants d'autre part.

* Une remise en cause du système de cultures

La recherche d'une adéquation du calendrier agricole des cultures vivrières au calendrier des cultures de rente induit une transformation du système de cultures. D'une manière générale, la tendance sera de se porter vers des cultures plus productives et plus économes en force et temps de travail : le maïs prendra le pas sur certains tubercules, le manioc sur l'igname, le riz pluvial dévolu aux femmes dans certaines sociétés sera abandonné par celles-ci.

On soulignera au passage, à la suite des travaux de Philippe Couty, l'importance de l'innovation au niveau du système de cultures, mais cela sans qu'il y ait nécessairement un changement dans la productivité du travail et de la terre.

Cette transformation du système de culture et de la distribution de la force de travail familiale, conduit à l'extension des surfaces cultivées, des cultures de rente comme des cultures vivrières. Il est important de signaler que l'augmentation de la production est due à cette extension des surfaces cultivées.

* Les difficultés de mobilisation de la main-d'œuvre familiale, l'appel à la main-d'œuvre allochtone et l'extension des surfaces cultivées

Il en découle à terme des difficultés dans la mobilisation de la seule force de travail familiale, d'autant que celle-ci a tendance à s'évader vers les circuits scolaires et vers des activités non agricoles, lesquelles sont concentrées en milieu urbain.

L'appel à de la main-d'œuvre extra-familiale, donc allochtone, sera nécessaire. Cette immigration sera d'autant plus facile que des filières migratoires auront été instituées par le recrutement de travail sous la colonisation.

Cette migration pourra être saisonnière dans un premier temps, mais les besoins monétaires croissants des chefs d'exploitation autochtones et l'émigration de leurs dépendants vers les centres urbains exigent une installation à demeure de cette population allochtone afin d'accroître la production des cultures de rente et de maintenir la production des cultures vivrières. Cette installation à demeure dans la région d'accueil s'inscrit d'ailleurs, nous le verrons plus loin, dans les stratégies de la population allochtone. Elle se traduit alors par une partition de l'espace (des terres sont données en métayage aux autochtones) et par une accélération de l'extension des surfaces cultivées. Il faut noter que du fait de la pérennité des cultures de rente les chefs d'exploitation les plus âgés développent des stratégies d'accumulation et d'appropriation des terres appartenant au lignage. Autrement dit, pour résumer, l'extension des surfaces cultivées n'est pas due à la croissance démographique ou à l'augmentation du nombre de chefs d'exploitation parmi la population autochtone, mais bien à la transformation du système d'exploitation du fait de l'orientation croissante vers la production de cultures de rente.

Dans ces conditions on comprend que la dynamique démographique s'exprime par une intensification et une diversification des mouvements migratoires et par le déclenchement d'une baisse de la mortalité liée au développement des infrastructures routières, sanitaires et éducatives qui est extrêmement rapide dans ces régions tournées vers les cultures de rente. Dans ce cadre régional, s'effectue le développement des villes dont la croissance démographique est imputable à plus de 60 % à la migration nette. Le développement des activités urbaines, le surplus dégagé des cultures d'exportation vont favoriser l'importation de denrées, qui elle-même va accélérer la baisse de mortalité dans ces régions. La fécondité se maintient du fait de la pérennité des représentations et du statut lié à une nombreuse descendance, qui s'inscrit dans une logique productiviste et d'acaparement du territoire foncier, mais aussi du fait que la mortalité est encore à des niveaux élevés (problème du remplacement).

Ce schéma démo-agraire peut être daté : il débute dans les années 30 et se termine à la fin des années 70. Remarquons toutefois que la dynamique démographique qui se dessine sous cette dynamique agraire est celle de fronts pionniers, que l'on retrouve aujourd'hui par exemple dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire.

Notons enfin que si l'on examine l'évolution de la population et de l'économie agricole en terme de production, on constate une corrélation positive entre produit par tête et croissance démographique : la trappe malthusienne n'a pas fonctionné. Quant à la thèse de Boserup, elle n'a pu être soumise à vérification dans la mesure où la disponibilité de terres a permis l'extension des surfaces cultivées, et la croissance démographique est plus le résultat que la cause de cette extension. Aussi il n'y a pas eu de saut technologique dans la production agricole, mais innovation dans l'organisation des cultures et la distribution de la force de travail.

Qu'en est-il durant cette première période des zones où sont principalement réalisées des cultures de subsistance ?

– Dans les régions productrices de cultures vivrières et pourvoyeuses de la force de travail.

Tant que la ponction en force de travail est saisonnière et que le calendrier agricole n'est pas affecté, les perturbations sont mineures. Mais quand la durée d'absence des migrants masculins augmente, il en va autrement car la charge de la production incombe plus fortement aux femmes et aux enfants. Il en découle souvent l'abandon de certaines cultures et le développement d'autres ; il en résulte paradoxalement une extension des surfaces cultivées ou bien la réduction du temps de jachère. En effet, les chefs d'exploitation et plus particulièrement les femmes sont conduits pour des raisons de proximité des lieux d'exploitation, d'économie de temps de travail, ou de règles foncières, à mettre en cultures des terres moins fertiles ou en repos, bref à remettre en cause la reproduction de leurs ressources naturelles. Il en résulte en somme dans la plupart des cas une perte de la productivité du travail et de la terre.

La déstabilisation du système d'exploitation selon ce schéma va aller en s'aggravant avec la croissance démographique. Mais il faut bien voir que ce n'est pas dû à une augmentation simple des densités de population qui restent faibles, mais à une augmentation du nombre d'actifs masculins qui ne peuvent accéder au statut de chefs d'exploitation et qui s'absentent pour des durées de plus en plus longues (Boutillier *et al.*, 1977). C'est donc bien ce désengagement de la population active masculine des

activités agricoles qui va peser sur les conditions environnementales (viabilité et durabilité) des exploitations agricoles.

Deuxième période

C'est celle des effets de la croissance démographique sur les unités familiales et les unités d'exploitation, à savoir une accentuation de la détérioration de la production vivrière et de l'environnement.

La baisse de la mortalité, rapide et intense, a pour conséquence de modifier la structure des différentes instances sociales dans les deux zones considérées, les transformations se réalisant plus précocement et plus intensément dans les zones productrices de cultures de rente.

* Dans l'unité familiale, la coexistence de plusieurs générations et de collatéraux survivants de plus en plus nombreux sur des durées plus longues, perturbe les cycles de transmission des pouvoirs, des biens et de l'organisation des groupes de travail.

Il en résulte une segmentation des ensembles familiaux et un recentrage sur une unité d'exploitation restreinte au noyau nucléaire ; il en résulte aussi une migration des plus jeunes hommes, des régions de cultures de rente vers des activités non agricoles dans les villes et des régions productrices de cultures vivrières vers le milieu rural et urbain des précédentes. Cette migration accentue dans les deux cas la féminisation de la production vivrière et le vieillissement des chefs d'exploitation.

La croissance de la taille des unités d'exploitation exige un accroissement tant de la production des cultures de rente que de la production vivrière. Cette nécessité se traduit sous différentes modalités par une extension des surfaces cultivées. La saturation foncière s'accroît, les jachères diminuent, la diversité agronomique et la productivité également.

Plus globalement le soutien économique de dépendants de plus en plus nombreux crée des difficultés et des conflits au sein des unités d'exploitation et les rend de plus en plus instables.

* Mais cette fragilisation des unités d'exploitation va se trouver accentuée avec les innovations agraires venues de l'extérieur et la baisse des cours des produits agricoles.

La modernisation de l'agriculture, qu'elle se réalise par le développement de la culture attelée, par celui des intrants, ou par la sélection des plantes cultivées concernera d'abord les cultures de rente et sera dirigée

vers les chefs masculins d'exploitation. Il en résulte dans bien des cas une remise en cause du système d'exploitation et une partition des espaces de cultures entre les hommes et les femmes. Ces dernières sont conduites à des stratégies compensatoires à l'insertion des hommes dans d'autres secteurs de la production agricole. Elles sont dès lors contraintes de mettre en valeur des terres marginales du fait des blocages fonciers, de réduire les temps de jachères du fait de la contraction de l'espace foncier, d'abandonner des cultures moins productives mais qui étaient plus nutritives (le manioc remplace l'igname dans l'alimentation) et enfin de mobiliser plus encore la main-d'œuvre infantile et juvénile.

Ces pratiques affectent directement la productivité de la terre et du travail en ce qui concerne les cultures vivrières, et à terme les ressources naturelles nécessaires à la reproductibilité de l'exploitation.

Mais indirectement elles accusent les nécessités en main-d'œuvre familiale et confortent par là les pratiques reproductives visant une nombreuse descendance.

Au bout du compte, et dans ces conditions, dont la plupart sont irréversibles, les femmes sont conduites à des pratiques extrêmement prédatrices sur l'environnement ; elles s'orientent vers des situations limites, porteuses de ruptures, dont l'une peut être la migration. La baisse du rapport de masculinité dans les villes africaines est un indicateur de l'intensification de la migration des femmes vers la ville, migration qui est corrélée avec la baisse de la production vivrières dont elles avaient de plus en plus la charge (Fargues, 1989).

Les coûts de production et d'acheminement des produits vivriers et la baisse des cours des produits de rente accentuent les difficultés économiques de l'unité d'exploitation agricole. Ces difficultés induisent des stratégies plus individuelles de la part des jeunes ; celles-ci se traduisent par une pluri-activité, une circulation et des échanges croissants avec le monde urbain. Ces jeunes sont conduits finalement à s'inscrire hors de la sphère de la production agricole ; ils chercheront à émigrer en ville. Toutefois les difficultés croissantes d'insertion en milieu urbain qu'ils rencontrent aujourd'hui en maintiennent une masse importante dans leur lieu d'origine en marge des exploitations agricoles ; ils constituent une main-d'œuvre flottante dont la capacité d'innovation est réduite et la productivité faible.

On comprend dès lors que la population rurale continue de croître à un taux de 2 % environ, en même temps que s'accroît la déprise agraire.

Ainsi on peut admettre que la trappe malthusienne fonctionne dans cette deuxième période, puisque des corrélations négatives apparaissent entre production alimentaire par tête et croissance démographique. Tou-

tefois, on aura noté que les déterminants et les effets du rythme rapide de la croissance démographique sont médiatisés par des facteurs d'ordre politique, économique et social à des échelles diverses.

*
* *

Nous avons essayé de montrer que la déstabilisation de l'organisation de la production agricole conduit à des pratiques le plus souvent prédatrices du milieu. Il faut bien voir qu'elle est d'abord due à l'orientation des politiques économiques qui n'ont jamais, jusqu'à présent, privilégié le développement agricole en direction d'un marché interne. En effet, les choix faits n'ont pas permis une régulation dans l'espace et dans le temps de la croissance démographique. Au contraire, si celle-ci accompagne la croissance économique dans un premier temps, elle accentue la déstabilisation de l'unité de l'exploitation agricole dans un deuxième temps, en mettant en question les conditions sociales, agronomiques et écologiques de la viabilité et de la reproductibilité de ces exploitations.

On peut donc penser qu'un désengagement partiel ou total de la population masculine et féminine la plus jeune, de la production agricole, constitue un risque plus grand que la simple croissance démographique pour le devenir des agricultures africaines et de leur environnement.

Il semble que les politiques agricoles devraient en priorité tenir compte de cette situation si elles ne veulent pas l'aggraver et si elles veulent atteindre leur objectif d'une agriculture durable. Aussi avant de parler de la détérioration de l'environnement il convient d'imaginer de nouvelles politiques agricoles qui enrayerent cette déprise agraire et donc autorisent une reconversion des agricultures africaines, reconversion aujourd'hui empêchée par les relations qu'ont établies les sociétés rurales avec le marché et le monde urbain. C'est en tenant compte de ce tissu de relations et de tous les acteurs qui interviennent dans le monde rural que les apports technologiques, les réformes foncières, les actions menées auprès des femmes et des jeunes, etc., trouveront leur efficacité. On peut douter qu'il soit possible d'élaborer et de mettre en œuvre de telles politiques ; par contre on ne peut douter qu'elles seraient alors implicitement des politiques de régulation de la dynamique démographique plus efficaces que les politiques de population qui s'appuient essentiellement sur la planification familiale.

Bibliographie

- BADOUIN, R., 1985, *Le développement agricole en Afrique tropicale*, Cujas, Paris, 320 p.
- BLANCHET, D., 1989, Croissance de la population et du produit par tête au cours de la transition démographique : un modèle malthusien peut-il rendre compte de leurs relations ? *Population*, 3, p. 615-630.
- BOUTILLIER, J-L., QUESNEL A., VAUGELADE, J., 1977, Systèmes économiques mossi et migrations. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. XIV, 3, p. 361-381.
- FARGUES, P., 1989, Déficit vivrier et structures familiales au Sud du Sahara, *Population* 3, p. 631-648.
- FAUVE-CHAMOUX, A., Ed., 1987, *Évolution agraire et croissance démographique*, Ordina Éditions, Liège, 389 p.
- GENDREAU F., MEILLASSOUX, C., SCHLEMMER, B., VERLET, M., Eds., 1991, *Les Spectres de Malthus*, ORSTOM, CEPED, EDI, Paris, 442 p.
- QUESNEL, A., VIMARD, P., 1988, *Dynamique de population en économie de plantation. Le Plateau de Dayes (Togo)*, Coll. Études et thèses, ORSTOM, Paris, 507 p.

SOUS LA DIRECTION DE
Francis Gendreau, Patrick Gubry et Jacques Véron

Populations et environnement dans les pays du Sud

Préface de Nahan Keyfitz



KARTHALA-CEPED

SOUS LA DIRECTION DE
Francis Gendreau, Patrick Gubry et Jacques Véron

Populations et environnement dans les pays du Sud

Préface de Nathan Keyfitz

KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

CEPED
15, rue de l'École-de-Médecine
75006 Paris